

L'eau et l'assainissement en Irak : un défi de taille

Résumé : Berceau de l'humanité et de l'agriculture, l'Irak, qui couvre une grande partie de la Mésopotamie, s'est constitué, en tant que pays, sur une abondance d'eau. Traversé par le Tigre et l'Euphrate, il est ainsi régulièrement qualifié de « pays des deux fleuves ». L'accès à l'eau et la qualité de la ressource se sont néanmoins fortement dégradés au cours des dernières décennies, en raison notamment des multiples conflits destructeurs. Outre les conséquences sanitaires et sociales dramatiques ainsi induites, plusieurs pans de l'économie en sont affectés, dont les secteurs agricole et pétrolier. Les besoins, déjà prégnants, pourraient s'accroître à terme : outre les effets attendus du réchauffement climatique, le pays fait face à une pression démographique forte qui pourrait exacerber les tensions sur les infrastructures existantes.

Une ressource abondante, toutefois très dépendante de la gestion en amont des grands fleuves

- **L'Irak dispose de ressources hydriques parmi les plus abondantes du Moyen-Orient.** Ses ressources en eau représentent environ 2 200 m³ par an et par habitant, soit le double de la moyenne régionale (1 100 m³) et un niveau supérieur au seuil de stress hydrique (estimé à 1 700 m³).
- **Cependant, une grande partie de ces ressources provient du Tigre et de l'Euphrate, dont l'Irak se situe en bassin-versant. Le pays est donc fortement dépendant de la gestion en amont de ces fleuves et, en particulier, des choix de la Turquie.** Environ la moitié des ressources en eau irakiennes, 1 042 m³ par an et par habitant, est issue des précipitations, ce qui correspond peu ou prou au seuil de pénurie d'eau (1 000 m³). L'autre moitié provient du Tigre et de l'Euphrate, qui prennent leur source en Turquie avant de traverser la Syrie. Le Tigre est également alimenté, de manière secondaire toutefois, par des affluents descendant des montagnes de l'Iran (cf. annexe 1). Cette situation expose l'Irak aux conséquences de la gestion des ressources en eau par ses voisins et, en particulier, la Turquie qui a commencé dans les années 80 à aménager le Tigre et l'Euphrate dans le cadre de son projet d'Anatolie du Sud-Est (construction de 22 barrages et de 19 usines hydroélectriques). A ce jour, aucun accord régional ou international n'a été trouvé sur le statut juridique des deux fleuves.

Une abondance certes, mais un accès inégal à travers le territoire et un réseau d'assainissement dégradé

- **Si les ressources hydriques sont importantes, les niveaux de connexion à un réseau d'eau varient beaucoup à travers le territoire. L'accès à un réseau d'assainissement est par ailleurs globalement très faible.** Selon le PNUD, les taux d'accès à un réseau d'eau atteindraient 94 % en centres urbains mais seulement 60 % en zones rurales. Par ailleurs, en moyenne, moins de deux ménages sur cinq seraient connectés à un réseau d'assainissement. Selon certaines analyses, le sud, souffrirait d'un déficit d'infrastructures encore plus prégnant que dans le reste du pays.
- **Cette mauvaise qualité des infrastructures est la conséquence de décennies de conflits et de sanctions traversées par le pays.** Au début des années 1980, l'Irak était unanimement considéré comme l'un des pays disposant de réseaux parmi les meilleurs de la région. La guerre Iran-Irak (1980-1988), les deux guerres du Golfe, les douze années d'embargo puis, plus récemment, la guerre civile de 2013, ont conduit à une détérioration générale des réseaux. En particulier, les fuites sur le réseau d'adduction sont estimées en moyenne à 60 % aujourd'hui.

Facteur aggravant, une qualité de l'eau qui se détériore

- **La mauvaise qualité des infrastructures d'assainissement conduit à une détérioration de celle de l'eau.** Les eaux usées, quand elles ne sont pas traitées, sont directement déversées dans le Tigre ou l'Euphrate. Ce phénomène participe à l'accélération de la pollution des eaux fluviales.
- **L'Irak est par ailleurs l'un des pays de la région les plus affectés par le réchauffement climatique, dont l'un des effets est une salinisation accrue des eaux.** L'augmentation de la fréquence et de la longueur des épisodes de sécheresse ainsi que la baisse des précipitations ne causent pas seulement une baisse du niveau des deux fleuves (cf. *infra*); avec l'augmentation du niveau de la mer, elles sont aussi responsables de la remontée des eaux salines dans le principal chenal du delta du Tigre et de l'Euphrate, le Chatt-el-Arab : les taux de salinité auraient été multipliés par trois en moyenne en un siècle. Sauf mesures d'atténuation et d'adaptation, la situation pourrait aller en se dégradant : selon les projections de la Banque mondiale, d'ici 2050, les températures moyennes augmenteraient de 2°C tandis que les précipitations annuelles diminueraient de 10 %.

Des retombées négatives, sur les plans économique, environnemental et sanitaire

- **Selon la Banque mondiale, le coût économique résultant d'un approvisionnement en eau et d'un assainissement inadéquats équivaudrait à 2,3 pts de PIB par an :**

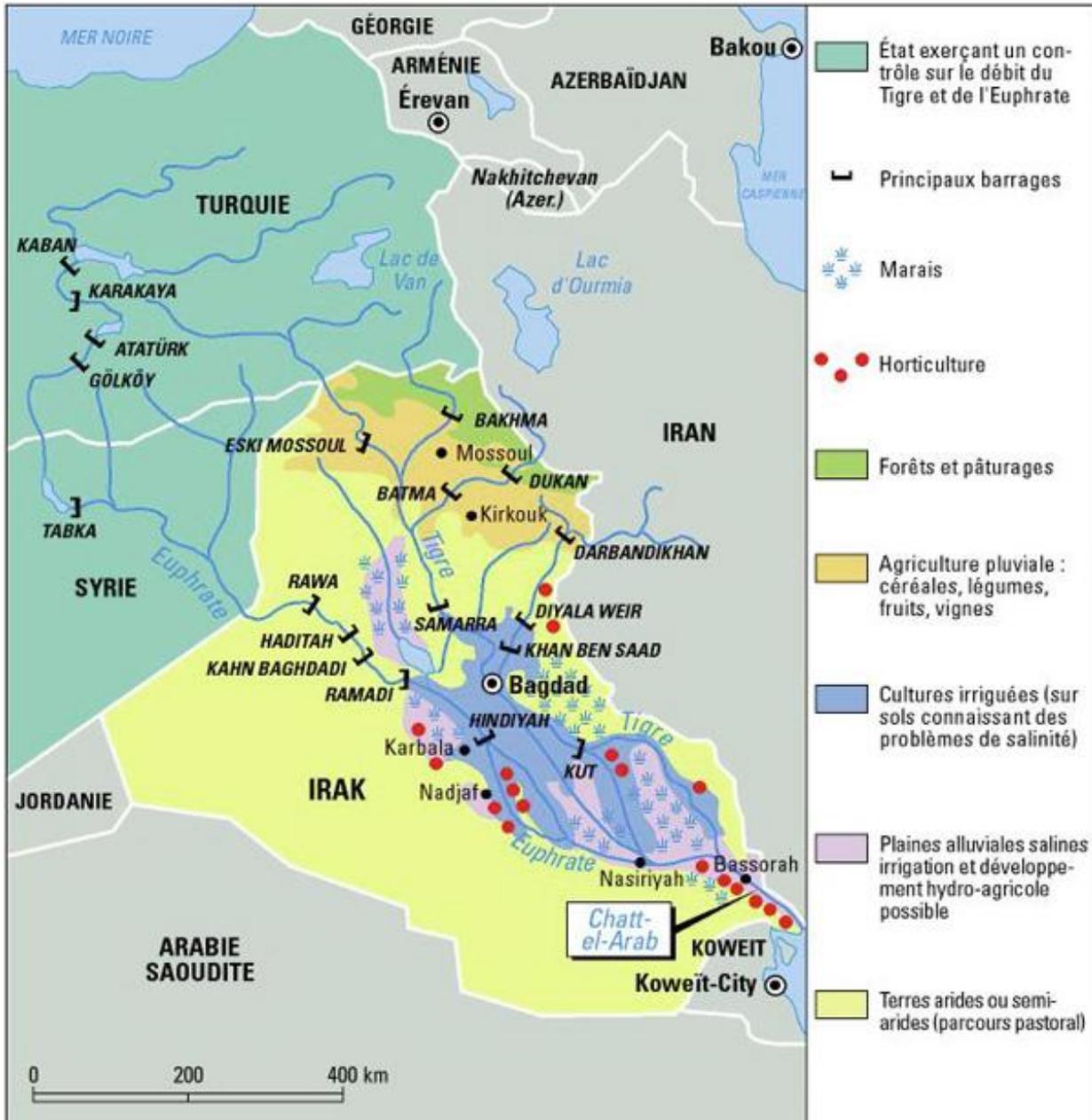
- **L'agriculture (3,6 % du PIB) se trouve, par nature, particulièrement exposée.** La baisse des précipitations pénalise principalement les régions d'agriculture pluviales du nord du pays tandis que celles du centre et du sud du pays, davantage irriguées à partir des fleuves, sont affectées par la diminution du débit du Tigre et de l'Euphrate. Selon une étude de la NASA datant de 2013, les bassins des rivières du Tigre et de l'Euphrate ont perdu 144 km² d'eau douce entre 2003 et 2009¹. En outre, le secteur souffre grandement du phénomène de salinisation qui aurait déjà affecté 60 % des terres cultivables du centre et du sud du pays, conduisant à l'abandon de 20 % à 30 % d'entre elles et à la diminution de 30 à 60 % des rendements selon la FAO.
- **L'industrie pétrolière (60,0 % du PIB) subit aussi les effets de la raréfaction et de la dégradation de la ressource.** Les compagnies pétrolières remplacent en effet chaque baril de pétrole extrait par une quantité au moins équivalente d'eau afin de maintenir une pression et donc une production équivalentes. Ironie des choses, les provinces du sud du pays sont à la fois les plus riches en pétrole et les plus pauvres en eau.
- **Le manque d'eau bouleverse par ailleurs des écosystèmes déjà fragiles et menace la biodiversité.** Le pays bénéficie de sites naturels d'importance majeure mais certains d'entre eux sont aujourd'hui menacés de désertification, comme la région des marais du delta du Tigre et de l'Euphrate. L'inscription du site « Les Ahwar du sud de l'Iraq : refuge de biodiversité et paysage relique des villes mésopotamiennes » au patrimoine mondial de l'UNESCO, en 2016, pourrait néanmoins entraîner une prise de conscience sur l'urgence de la situation.
- **La mauvaise qualité de l'eau se traduit enfin par des crises sanitaires majeures.** Selon *Human Rights Watch*, 118 000 personnes de la région de Bassorah ont dû être hospitalisées à l'été 2018, victimes d'empoisonnement.

La réponse des autorités et de la communauté internationale

- **Si des efforts ont été constatés du côté de la puissance publique, les défis restent nombreux.** Les dépenses publiques dans le secteur de l'eau sont en hausse depuis 2007 : elles sont passées de 1,9 % des dépenses fédérales totales à 4,0 % aujourd'hui, soit 1,8 % du PIB. Ce niveau, certes supérieur à la moyenne mondiale, reste en-deçà de la moyenne des pays de la zone MENA, pour lesquels l'eau est une priorité. Par ailleurs, au-delà de la question financière, certains observateurs posent la question de la qualité de la gouvernance du secteur : celle-ci est morcelée autour de plusieurs échelons publics (ministères, gouvernorats, municipalités), rendant malaisée toute action à l'échelle nationale. En particulier, il n'existe à ce jour aucune stratégie concernant la tarification, ce qui inciterait peu à une utilisation raisonnée de la ressource et ne permet pas de financer de nouveaux investissements publics.
- **Les besoins, déjà prégnants, pourraient pourtant s'accroître à terme : outre les effets attendus du réchauffement climatique, le pays fait face à une pression démographique forte.** La population irakienne croît à un rythme proche de 2,5 % par an, ce qui porterait sa taille de 40 à 71 millions d'habitants à l'horizon 2050, selon les projections des Nations unies. Cela devrait exacerber les tensions sur les infrastructures existantes.
- **Conscients des besoins dans ce secteur, les bailleurs se mobilisent.** Jusqu'ici, les bailleurs ont essentiellement fléchi leurs financements vers le nord et le centre du territoire (cf. annexe 2). Ces choix s'expliquent principalement par le besoin de répondre à l'urgence liée à l'installation des réfugiés en provenance de Syrie ou des déplacés internes ayant fui Daesh. Les bailleurs ont toutefois conscience du besoin de rééquilibrer géographiquement leurs actions, et plusieurs projets, en cours d'instruction, concernent l'Ouest et le Sud du pays.

¹ Il s'agirait du deuxième assèchement le plus rapide des nappes phréatiques jamais constaté par la NASA, au niveau mondial.

Annexe 1 - Agriculture et ressources hydrologiques de l'Irak



Source : Le Monde diplomatique

Annexe 2 - Cartographie des projets financés par les bailleurs internationaux dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture



Source : FAO